

Directive 10.6

**Directive relative à la contribution de la Fondation en faveur
des réseaux d'entreprises formatrices
(art. 12 et 60 al. 4 lit. a LFPi)**

Date d'entrée en vigueur : 1^{er} mai 2020

Table des matières

1. GENERALITES.....	3
2. CADRE D'INTERVENTION	3
3. QUI PEUT DEPOSER UNE DEMANDE ?.....	4
4. CRITERES D'OCTROI DES CONTRIBUTIONS	4
5. COMMENT DEPOSER UNE DEMANDE ?	4
6. COMMENT SE DERoule UNE DEMANDE DE CONTRIBUTION	4
7. DANS QUELS DELAIS DEPOSER LES DEMANDES ?	5
8. COMMENT SE DERoule L'EXAMEN D'UNE DEMANDE ?	5
9. MODALITES DE VERSEMENT	5
10. OBLIGATIONS DES BENEFICIAIRES	5
11. SURVEILLANCE DES BENEFICIAIRES	5
12. RECOURS	6
13. ENTREE EN VIGUEUR	6

1. Généralités

Les contributions de la Fondation visent à encourager, dans la mesure des fonds disponibles, des réseaux d'entreprises formatrices (art. 60 al. 4 lit. h LFP).

La loi sur la formation professionnelle du 15 juin 2007 (LFP) et son règlement d'application du 17 mars 2008 (RFP) en constituent la base légale.

2. Cadre d'intervention

Fondée sur l'art 60 al. 4 de la LFP, la Fondation peut financer des mesures d'incitation à la formation duale par la prise en charge d'une partie de l'organisation des réseaux élargis d'entreprises formatrices mise en place par les associations professionnelles.

Dans ce modèle, l'association professionnelle est considérée comme l'organisation principale et devra, à ce titre, obtenir préalablement une autorisation de former auprès de l'OFPC. La Fondation prend ainsi en charge les frais de démarrage des réseaux élargis (préparation de la mise en place des réseaux, une année avant le démarrage formel) ainsi que certains frais opérationnels d'animation du réseau une fois lancé.

La Fondation finance la mise en place des réseaux élargis comme suit :

1ère étape : Mise en place du réseau : mesures préparatoires avant lancement

Cette étape est importante, elle comporte le recrutement d'un, -e coordinateur, -trice de réseau qui va procéder à toutes les opérations de mise en place des réseaux d'entreprises aptes à accueillir un apprenti, puis à son animation opérationnelle, savoir :

1. Constitution du réseau élargi d'entreprises

- Recrutement des entreprises membres.
- Répartition des parties du plan de formation entre les entreprises membres du réseau
- Analyse du personnel apte à former l'apprenti dans les entreprises du réseau
- Élaboration du, -des contrat, -s de réseau

2. Recrutement du, de la, des apprenti,-e, s

- Organisation du déroulement de chaque apprentissage dans toutes les entreprises signataires du réseau
- Conclusion du contrat d'apprentissage et du contrat de réseau annexé

2ème étape : Frais récurrent de fonctionnement des réseaux élargis (coordination)

Lorsque les apprenti, -es sont entré, -es en apprentissage, au sein d'un réseau élargi, l'organisation principale doit s'assurer que tout se passe correctement pour l'apprenti, -e. Elle est responsable de lui trouver une nouvelle place auprès d'une entreprise membre en cas de problème.

Les réseaux étant une organisation vivante, le, la coordinateur,-trice de réseau s'occupe également de recruter de nouveaux membres tout au long de l'année afin d'élargir le pool d'entreprises susceptibles d'accueillir des apprentis.

Ces frais d'animation sont pris en charge par la Fondation dans la mesure de sa disponibilité budgétaire et sur présentation d'une demande motivée avant le début de l'année scolaire.

3. Qui peut déposer une demande ?

Seuls les organismes mettant en place des actions de promotion et d'incitation en faveur de personnes employées dans une entreprise ayant son siège social dans le canton de Genève peuvent déposer une demande (art. 60 al. 2 LFP/68 RFPⁱⁱ) :

- a) Les associations professionnelles paritairement;
- b) Les associations professionnelles qui font un effort particulier pour améliorer la formation professionnelle et faciliter la formation continue ;

4. Critères d'octroi des contributions

4.1 Critères généraux

Outre les conditions posées aux articles 69ⁱⁱⁱ et 70 RFP^{iv}, pour être financés par la Fondation, le bénéficiaire devra indiquer par tout moyen utile que :

- Les mesures répondent à un besoin pour l'économie fondé sur une analyse documentée ;
- Les motifs exposés dans la demande sont avérés ;
- Un système de qualité a été mis en place ;
- La mesure ne poursuit pas de but lucratif.

4.2 Coûts pris en considération par la Fondation

Le bénéficiaire devra se conformer aux principes suivants :

- Le bénéficiaire s'efforce de trouver des sources de financements complémentaires à ceux de la Fondation ; une partie des coûts doit être pris en charge par l'organisation responsable de la mesure, ses partenaires, éventuellement par des sponsors, les participants à l'action ou l'Etat ;
- Les charges et revenus doivent être équilibrés ;
- Le nombre de personnes bénéficiant de la mesure est indiqué ;
- Les coûts sont maîtrisés et appropriés. Les coûts d'administration, de direction, d'organisation et d'infrastructures ne peuvent être disproportionnés par rapport au coût total de l'action ;
- Dans sa décision de financement, la Fondation prend en considération l'éventuelle participation des fonds paritaires ;
- La directive générale pour la « déclaration des charges et des revenus » est strictement applicable.

5. Comment déposer une demande ?

Toute demande devra être remplie via le formulaire ad hoc en ligne sur www.ffpc-form.ch/cours.

6. Comment se déroule une demande de contribution

Comme indiqué à l'article 2, le financement des réseaux se déroulera en 2 étapes :

1^{ère} étape : Le bénéficiaire demandera d'abord un financement pour la mise en place du réseau. Il lui sera demandé de déposer l'ensemble des demandes de financement initiale (budget, indicateurs prévus) et finale (résultats de la mesure et comptes révisés) pour ces prestations. Cette étape n'aura lieu qu'une seule fois au démarrage du réseau.

2^{ème} étape : Frais récurrents de fonctionnement des réseaux élargis (coordination). Ces charges représentent les coûts opérationnels du réseau. Ils devront faire l'objet d'une demande de financement chaque année (demande initiale (budget, indicateurs prévus) suivie de la demande finale (résultats de la mesure et comptes révisés).

7. Dans quels délais déposer les demandes ?

Pour obtenir une contribution, le bénéficiaire devra en principe déposer l'ensemble de leurs demandes via le formulaire en ligne, **trois mois avant le début de la mesure sauf si cette dernière suit l'approbation de la demande d'entrée en matière**. Les mesures ayant débuté sans accord préalable de la Fondation ne pourront être financées.

Pour les demandes finales, elles devront impérativement être clôturée via le formulaire en ligne dans un délai de **six mois dès la fin de l'action**.

8. Comment se déroule l'examen d'une demande ?

La Fondation examine les demandes sur la base de la liste de critères indiqués au point 4. Des expert-e-s peuvent être associé-e-s à ce premier examen (art. 71 RFP^v). S'il manque des informations ou si la mesure doit inévitablement être modifiée, le secrétariat renvoie le dossier au demandeur.

9. Modalités de versement

La décision d'octroi mentionne le montant maximal alloué à la mesure.

Le montant est versé en deux temps :

- 1) Après examen de la demande initiale, la Fondation verse un acompte pouvant aller jusqu'à 80 % du montant alloué à la mesure au maximum.
- 2) Le paiement définitif est effectué uniquement après examen de la demande finale.

La Fondation peut réduire le montant de sa contribution si les coûts effectifs sont inférieurs au budget ou si le bénéficiaire a négligé des obligations lui incombant à la suite des réserves et aux conditions émises (par analogie aux art. 72^{vi} et 73 RFP^{vii}).

10. Obligations des bénéficiaires

Si un changement devait, par extraordinaire, intervenir en cours d'année (en particulier une augmentation du nombre de candidats ou des coûts) et avoir une incidence sur le montant de la demande de financement, il devra être communiqué avant d'engager quelque dépense supplémentaire. Ainsi, une demande distincte accompagnée des motifs devra être soumise à la Fondation. Sans celle-ci, la Fondation n'entrera pas en matière pour couvrir un déficit éventuel.

Si le demandeur fait un bénéfice en relation avec la mesure financée, celui-ci devra être remboursé proportionnellement au financement octroyé.

Toute publication, campagne d'information ou de communication, en relation avec une prestation financée par la Fondation, lancée par un bénéficiaire auprès du public ou des médias devra être accompagnée du logo officiel de la Fondation.

11. Surveillance des bénéficiaires

Outre les conditions posées aux articles 72 et 73 RFP applicables par analogie, la Fondation peut exiger une attestation spécifique de l'organe de révision ou des vérificateurs aux comptes du bénéficiaire afin de contrôler les déclarations fournies à la Fondation.

La Fondation se réfère par analogie aux conditions posées par la Directive Cantonale de Présentation et révision des états financiers des entités subventionnées (EGE-02-04_V4).

Un examen approfondi par la Fondation demeure en tout temps réservé. Le bénéficiaire devra donc collaborer à la production des pièces nécessaires et à apporter la preuve de l'utilisation des financements de la Fondation par rapport à sa demande.

Toute irrégularité constatée ou refus de collaborer à la production des pièces comptables peut donner lieu à des sanctions spécifiques telles que la réduction, voire la suppression des contributions de la Fondation et donc leur remboursement total ou partiel.

12. Recours

Conformément à l'article 71 LFP^{viii} applicable par analogie, la décision de contribution du Conseil de Fondation peut faire l'objet d'un recours auprès de la chambre administrative de la Cour de justice. Le recours s'exerce dans les trente jours dès la notification de la décision. L'acte de recours, auquel doit être joint la décision attaquée doit être signé et indiquer les conclusions, ainsi que les motifs du recours.

13. Entrée en vigueur

La présente directive entre en vigueur immédiatement et peut être modifiée en tout temps par le Conseil de Fondation.

Annexe

Extrait des différentes lois mentionnées dans la présente directive

Loi sur la formation professionnelle du 15 juin 2007 (LFP)

i Art. 60 : Constitution et but

4 Par actions entreprises au sens de l'alinéa 2, lettres a, b et d, il faut entendre toutes mesures prises qui ne relèvent pas du budget de l'Etat en application de dispositions légales impératives, notamment :

h) actions de promotion pour la formation professionnelle et continue ;

Loi sur la formation continue des adultes du 18 mai 2000 (RFP)

ii Art. 68 : Requêtes des entreprises privées

¹ Est réputée entreprise privée au sens de l'article 60, alinéa 2, lettre d, de la loi, toute entité, régie par le droit privé, qui poursuit un but économique impliquant la mise en œuvre de moyens humains et matériels en vue de la production ou de la distribution de biens ou de services.

² Au moment du dépôt de sa requête de contribution financière, l'entreprise privée doit :

a) avoir son siège ou une succursale dans le canton de Genève depuis 3 ans au moins;

b) offrir toute garantie quant à sa viabilité et occuper plusieurs travailleurs ou travailleuses de façon durable dans le canton de Genève;

c) être au bénéfice depuis 3 ans au moins d'une autorisation de former au sens de l'article 51 de la loi;

d) respecter les dispositions de protection du travail ainsi que les conventions collectives de travail, les contrats-types de travail ou, à défaut, les prescriptions usuelles en vigueur dans la branche;

e) respecter l'égalité de traitement entre hommes et femmes, en particulier le principe de l'égalité de salaire.

³ Toute demande de contribution financière formulée par une entreprise privée doit être adressée au conseil, au moyen de la formule officielle prévue à l'article 69 du présent règlement, par l'intermédiaire d'une organisation paritaire.

⁴ Le conseil se prononce sur la recevabilité de la demande de contribution financière après examen des conditions posées à l'article 60, alinéas 2, lettre d, et 3, de la loi, ainsi qu'à l'alinéa 2 du présent article. A cet effet, il lui est loisible d'obtenir des informations auprès d'autres services de l'Etat, conformément à l'article 71 du présent règlement.

iii Art. 69 : Formulation des requêtes

1 La demande de participations financières formulée en vertu de l'article 60, alinéas 1 et 2, de la loi doit être adressée au conseil au moyen de la formule officielle établie à cet effet.

2 Elle doit indiquer notamment :

a) les noms et adresse du requérant ;

b) l'identité de la ou des personnes responsables des actions proposées ;

c) la nature des actions prévues, telles qu'elles sont notamment définies à l'article 60, alinéa 4, de la loi ;

d) le contenu des programmes, la durée, l'époque et la périodicité des interventions ou des cours ;

e) les effectifs et les caractéristiques des bénéficiaires ;

f) le budget détaillé (frais d'enseignement, administratifs, subventions fédérales et cantonales éventuelles).

iv Art. 70 : Présentation des requêtes

¹ Les dispositions du présent titre sont complétées :

a) en ce qui concerne les cours interentreprises, par les articles 20 à 24 relatifs au du subventionnement et à l'organisation de ces cours ;

b) en ce qui concerne les demandes de prise en charge des frais découlant des mesures d'aide à la formation continue à des fins professionnelles ou à la préparation d'examens professionnels supérieurs ne faisant pas l'objet d'une subvention, par les articles 18 à 20 du règlement d'application de la loi sur la formation continue des adultes, du 13 décembre 2000.

² Le conseil fixe les directives propres à faciliter dans les autres cas la présentation des requêtes et leur analyse.

v Art. 71 : Relations avec d'autres services de l'Etat

Le conseil peut s'adresser à d'autres services de l'Etat en vue d'obtenir les renseignements et documents utiles à l'instruction d'un dossier.

vi Art 72 : Versement de la contribution

¹ La contribution de la Fondation (1), calculée sur la base de forfaits, est versée au requêtant conformément à l'article 75, lettre c, du présent règlement, durant la période de l'action de formation concernée.

² Après la clôture des comptes de l'action de formation, les montants excédentaires sont, dans la règle, déduits de la prochaine contribution ou, si cela n'est pas possible, remboursés.

vii Art 73 : Retrait de la contribution

¹ La contribution de la fondation (1) est annulée et remboursée si :

-
- a) son bénéficiaire en modifie la destination ;
 - b) son bénéficiaire l'a obtenue en fournissant de fausses indications ou en omettant volontairement de signaler certains faits.
- ²la poursuite pénale est réservée."

Loi sur la formation professionnelle du 15 juin 2007 (LFP)

viii Art 71 : Recours

Les décisions de la direction de la fondation (5) peuvent faire l'objet d'un recours auprès de la chambre administrative de la Cour de justice (11).